



La Commune



Appel de la réunion du 16 septembre 2007 à Paris

Droit de grève

Les participants à la réunion des signataires de l'appel de défense du droit de grève du 16 septembre 2007 constatent que Sarkozy et Fillon ont annoncé que leur offensive visant les droits de tous les travailleurs à travers la destruction des régimes de retraite dits spéciaux **commence cet automne et n'attendra pas 2008**.

Si Sarkozy veut faire cela, c'est pour battre tous les salariés, baisser les salaires, imposer le "nouveau contrat de travail" voulu par le Medef contre les CDI, faciliter les licenciements, et en matière de retraites nous mettre tous au delà de 40 annuités pour avoir une retraite à taux plein et au delà des 25 meilleures années pour le calcul de ce taux ...

Les travailleurs concernés par les régimes dits spéciaux ne sont pas des privilégiés : outre le niveau élevé de leurs cotisations, leur taux de retraite et leur droit aux 37,5 annuités sont les derniers restes du droit commun de tous, détruit par les lois scélérates de Balladur en 1993, Juppé en 1995 et Fillon en 2003.

Une première loi anti-grève, qu'ils veulent étendre à tous les travailleurs, a été adoptée cet été par la majorité UMP du Parlement, qui instaure un état d'exception dans les transports terrestres de ferroviaires et routiers voyageurs . Cette loi n'a pas encore été testée sur le terrain : pour casser les retraites et le statut des cheminots, elle va être testée.

La seule possibilité pour Sarkozy de battre les cheminots, c'est qu'ils soient isolés. Toute la classe ouvrière, tous les salariés, l'ensemble de la jeunesse, sont concernés. En 2006 le rejet unanime du CPE par toutes les organisations syndicales et leur refus de "négocier" a joué un rôle décisif dans la mobilisation victorieuse. Les organisations syndicales **ne doivent participer en aucun cas** aux multiples négociations et concertations qui doivent désormais mettre en place entreprise de transports par entreprise le "service minimum" c'est-à-dire désigner les catégories de travailleurs astreints à se déclarer grévistes 48 heures à l'avance, pas plus qu'aux pseudo-négociations sur le "dialogue social" prévues par la loi pour la faire appliquer dans la branche transport. Les syndicats ne sont pas mandatés par les patrons et par le gouvernement pour appliquer leurs plans mais par les travailleurs pour défendre leurs revendications.

Bloquer l'offensive de Sarkozy exige de **préparer un affrontement d'ensemble de toute la classe ouvrière contre le gouvernement et l'ensemble de sa politique**, et, pour ce qui concerne les retraites, pour le retour aux 37,5 annuités pour tous. Nous appelons donc à **poursuivre la signature de l'appel *Le droit de grève n'est pas négociable et, pour l'abrogation de cette loi, pour la mobilisation unie en défense du droit de grève***, contre Sarkozy, à la formation de **comités locaux ou sectoriels pour préparer le combat d'ensemble**. Le bulletin de discussion des signataires, ouvert à toutes les contributions de ceux-ci, se fera l'écho de la formation de ces comités.

Pour tout débat visitez le blog droitdegreve.wordpress.com

Modifié le mercredi 26 septembre 2007

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>
